

Politique salariale 2009 Un sujet qui fâche !

Nous ne doutons pas de la capacité des uns et des autres à justifier l'injustifiable. La période des négociations salariales est plutôt propice à ce type d'exercice. SUD restera fidèle à ses valeurs et continuera de revendiquer une augmentation générale uniforme pour tous. C'est la seule revendication qu'une organisation syndicale soit en mesure de défendre. En plus de l'équité, cette revendication est fédératrice. Dès que la notion « d'individuelle » entre en jeu, plus aucune garantie n'existe. Cela revient à revendiquer de l'arbitraire et la direction en use à son seul profit.

Le 06 mars 2007, ayant acté seul, SUD met sur la place publique les 575 000€ (1% de la masse salariale) réservés à 60 « hauts » cadres. Pour les autres salariés, les miettes !

Toujours début 2007, l'intersyndicale (CGT, CFE/CGC, CFTC, CFDT, FO), constituée lors des négociations salariales, explose assez rapidement. Le 14 février 2007, CFE/CGC et CGT/FO signent l'accord et servent leurs discours habituels et paraphent « le meilleur accord ».

En 2008, les primes à l'objectif sont toujours là et les salariés réalisent que l'information dévoilée par SUD l'année passée est véridique. Preuve est faite que la Direction a des moyens

financiers pour faire une politique salariale répondant aux attentes des salariés. Mais la Direction s'y refuse.

Le 5 février 2008, alors que le conflit a démarré, CFDT, CFTC, FO et CFE/CGC signent l'accord de politique salariale avec un avis majoritairement négatif du CE. Les signataires usent et surtout abusent d'arguments qui n'en sont pas : « le bout du bout – un accord équilibré – l'un des tout meilleurs accords du Groupe – etc. ». Ces arguments sont les mêmes que ceux de la Direction. La voix de son maître a parlé. Mais le temps des duperies est révolu.

Le conflit s'enracine car la revendication : **augmentation générale uniforme pour tous**, est juste et partagée par beaucoup de salariés (cadres et non-cadres, grévistes et non grévistes). La Direction dit ne pas pouvoir donner quelques euros de plus sans que toute l'entreprise et son avenir soit mis en péril !

Après de nombreux jours de grève, la Direction accepte l'ASTE mais fixe son montant définitif à 20€. Les 20€ ne seront pas définitifs, rien n'est définitif surtout quand c'est une Direction méprisante qui veut dicter sa loi à des salariés en grève pendant 14 semaines. **ASTE à 25€ veut dire dignité des grévistes.** La Direction traînera en justice 9 militants syndicaux plutôt que de lâcher un montant d'ASTE acceptable par tous.

Tous les salariés ont maintenant bien compris que la Direction, accompagnée par ses partenaires, ment comme un arracheur de dents. En octobre 2008, la Direction de SPS décide de mettre l'entreprise un peu plus en péril et de tuer son avenir en ajoutant 0,75% de complément sous forme d'AG pour tous ! Le discours de la Direction n'est plus crédible pour autant qu'il ait été auparavant . . . **Signé en Octobre, l'avenant à l'accord de la politique salariale du 05 février 2008 ouvre une perspective ; la direction de SPS accepte de verser une augmentation générale pour tous de 0,75%.**

Le conflit a coûté 10 M€ sur le chiffre d'affaires et près de 1 M€ sur le résultat net. La Direction cherche encore à faire croire que ce conflit lui a été totalement transparent grâce à son plan de rattrapage. Peut-être qu'il nous faudra encore un peu de temps pour vous convaincre du contraire, tout comme il a fallu du temps pour faire accepter l'existence des primes d'objectifs et de leur enveloppe de plus de 500000 € .

Le bilan de la politique salariale 2008 (ASTE incluse) montre qu'il est possible de négocier une AG qui tend vers la revendication d'une Augmentation Générale uniforme pour tous. La base revendicative était de 125€ d'AG. Les non-cadres auront eu près de 80€ (AG + ASTE). L'accord salarial avait été signé avec un talon de 40€ (passage de 33€ à 40€ avec le début du conflit). Pour les cadres, la Direction a refusé de parler d'AG. Pourtant dans les faits on en est proche.

Les organisations syndicales ne peuvent rien sans les salariés. SUD continue de défendre

une augmentation générale uniforme pour tous. Cette revendication a été largement soutenue par les salariés l'année dernière.

Jeudi 19 février 2009, l'ordre du jour de la 1^{ière} réunion de NAO sur les salaires portera sur le bilan de la politique salariale 2008 et la fixation d'un calendrier. Nous notons au passage qu'il n'est pas prévu un tour de table pour permettre à chaque organisation syndicale d'exprimer leurs revendications.

Nous nous moquons que notre obstination déplaie à la Direction mais nous ne pouvons accepter ces « largesses » pour les seigneurs quand la Direction refuse de garantir pour tous une augmentation générale acceptable.

Le conflit a conduit Engerand - PDG de SPS à devoir admettre le versement de primes à part variable pour un montant annuel de 500000 €

Mais l'ensemble des salariés doit savoir qu'en avril 2008, pendant la période du conflit, 6 « hauts-dirigeants » (Le Merrer-Baudart-Olier-Labatut-Frut-Leurs) se voyaient attribuer un « bonus ». Le montant global de cette enveloppe s'élevait à 108400€ La palme est revenue à Olier ex-DGO qui a perçu la modique somme de 32900€

La Direction de SPS a les moyens financiers pour négocier une politique salariale équitable et capable de répondre aux attentes et aux besoins des salariés.

**Pour SUD, une seule revendication :
Augmentation Générale Uniforme
pour tous (cadres et non-cadres)**

Tél: 05-56-55-86-14

Site Internet: <http://www.sudmetaux33.com>

Fax : 05-56-55-89-80

E-mail: syndicat@sudmetaux33.com